

**No. 42766**

---

**Multilateral**

**Inter-governmental Convention on food micro-algae, university research and emergency prevention (with annex). Antananarivo, 7 March 2005, Cotonou, 11 October 2005 and Mogadishu, 14 April 2006**

**Entry into force:** *14 April 2006, in accordance with article 8*

**Authentic texts:** *English and French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Intergovernmental Council for Food Micro-Algae, 1 June 2006*

---

**Multilatéral**

**Convention inter-gouvernementale pour les micro-algues alimentaires, la recherche universitaire et la prévention des urgences (avec annexe). Antananarivo, 7 mars 2005, Cotonou, 11 octobre 2005 et Mogadishu, 14 avril 2006**

**Entrée en vigueur :** *14 avril 2006, conformément à l'article 8*

**Textes authentiques :** *anglais et français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Conseil intergouvernementale pour les micro-algues alimentaires, 1er juin 2006*

<b>Participant</b>	<b>Accession</b>		
Benin	11 Oct	2005	a
Intergovernmental University Institute of Cooperation	14 Apr	2006	a
Madagascar	7 Mar	2005	a
Somalia	14 Apr	2006	a

<b>Participant</b>	<b>Adhésion</b>		
Bénin	11 oct	2005	a
Institut universitaire intergouvernemental pour la coopération	14 avr	2006	a
Madagascar	7 mars	2005	a
Somalie	14 avr	2006	a

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION INTER-GOUVERNEMENTALE POUR LES MICRO-ALGUES ALIMENTAIRES, LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE ET LA PRÉVENTION DES URGENCES

Les Parties à la présente Convention,

Sûres de la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire et le développement social et culturel;

Soulignant l'urgence de combattre la malnutrition et la pauvreté, pour éliminer la faim et la souffrance sur la Terre;

Convaincues de l'importance des micro-algues alimentaires comme complément nutritionnel pour les enfants mal-nourris, les réfugiés et d'autres personnes en état de nécessité;

Désireuses de renforcer la recherche universitaire et de faire connaître les progrès envisagés par cette Convention;

Rappelant la nécessité d'une recherche scientifique véritablement éthique et morale, dans le respect de toutes les formes de vie qui accompagnent l'homme sur notre planète;

Déterminées à prévenir les urgences causées par l'homme et les désastres naturels et à réduire leur impacte sur la société, le système économique et l'environnement;

Ont convenu ce qui suit:

*Article 1*

Pour atteindre les objectifs sus-mentionnés et développer la diffusion de la Paix, de la Culture et de la Coopération Internationale, les Parties décident la création des organismes intergouvernementaux suivants, doués de pleine personnalité juridique de droit international, avec toutes les capacités et les prérogatives y afférent, comme la capacité de conclure des Traités et d'établir des relations diplomatiques avec des Etats et des Organisations Internationales, la capacité de posséder sièges, fonds et propriétés extra territoriales et inviolables, d'émettre des documents officiels, comme des lettres de créance et des passeports diplomatiques, ainsi que de posséder leurs propres emblèmes, drapeaux, corps scientifiques, expéditionnaires et d'intervention:

- Le Conseil Intergouvernemental pour les Micro-algues Alimentaires (CIMIAL), afin de promouvoir l'utilisation des micro-algues alimentaires en faveur des victimes des urgences humanitaires,

- L'Université Inter-Gouvernementale (UIG), afin de soutenir la recherche, la formation et la coopération universitaire, surtout en faveur des Pays en Voie de Développement,

- L'Organisation Internationale pour l'Aménagement des Urgences (OIAU), avec mission d'ouvrir pour la prévention, la mitigation, l'atténuation et le recouvrement des urgences.

#### *Article 2*

Chaque organisme se compose de:

- 1) Conseil,
- 2) Secrétariat Directif.

#### *Article 3*

Chaque Conseil, composé par les Représentants des Parties (ou, le cas échéant, par les respectifs Ministres des Affaires Etrangères ou par les Chefs d'Administration des respectives Organisations Intergouvernementales) se réunit une fois par an, sur convocation du Secrétariat Directif de son organisme, afin de délibérer sur les points à l'ordre du jour, pour formuler des règles et des procédures internes et pour créer, le cas échéant, des institutions subsidiaires, comme la commission internationale pour la défense de la nature et des animaux, organisme subsidiaire de l'UIG. Chaque Conseil, légalement valable quel soit le numéro des intervenants, est présidé par un Président, élu tous les trois ans, et décide à la majorité simple (une vote pour chaque Partie). Seulement les Etats ont droit de vote. Les Organisations Intergouvernementales adhérentes à cette Convention sont représentées dans le Conseil à titre consultatif.

#### *Article 4*

Chaque Secrétariat Directif, chargé de la coordination administrative ordinaire et extraordinaire de son Organisme, est dirigé par un Secrétaire Général, (Président à Vie dans le cas de l'OIAU - Ambassadeur à vie - à titre perpétuel, de son organisme), élu et rééligible, tous les cinq ans (sauf le Président de l'OIAU qui est nommé à vie par la présente Convention et spécifié dans l'annexe ci-joint), par le Conseil respectif, avec pouvoir de nommer des commissions, des fonctionnaires, des délégués et des membres du personnel. Le Secrétariat Directif nomme toutes les délégations, les missions diplomatiques et les missions d'intervention et d'observation, douées des prérogatives et des immunités diplomatiques. Aux fonctionnaires, aux représentants, ainsi qu'aux fonds, sièges, immeubles et propriétés des organismes sus-mentionnés, revient le statut diplomatique dans les Pays signataires.

#### *Article 5*

Les organismes sus-mentionnés sont financés par des donations volontaires, publiques et privées.

*Article 6*

La présente Convention n'impose aucune obligation financière pour les Parties. La présente Convention peut être amendée, à l'exception de l'Article 4.

*Article 7*

Chaque Partie peut résilier cette Convention après une période de six mois à partir de la date de son adhésion, par demande écrite, adressée au Dépositaire.

*Article 8.*

Cette Convention, ouverte aux Etats et aux Organisations Intergouvernementales - sur invitation formelle de la part du Dépositaire, entre en vigueur à la date de la troisième adhésion, par dépôt d'instrument d'adhésion auprès du Dépositaire et sera ouverte pour les adhésions suivantes moyennant le dépôt d'instrument d'adhésion ou d'accession auprès du Dépositaire.

*Article 9*

L'original de cette Convention, en langue anglaise et française, sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil Intergouvernemental pour les Micro-algues alimentaires, chargé de toutes fonctions y afférent.

En Foi de Quoi, les Représentants autorisés des Parties respectives, ont signé la présente Convention.

ANNEXE:

- Le terme Micro-algues Alimentaires utilisé dans cette Convention est relatif à:
  - a) *Spirulina Arthrospira Platensis* et ses variétés: *Lonar*, *Maxima*, *Geitleri* et à toutes ses variétés comestibles,
  - b) autres micro-algues alimentaires: *Chlorella*, *Scenedesmus* etc.
- Nom du premier Secrétaire Général du CIMIAL, Président à vie de l' OIAU: S.E.Amb. Alessandro Manini.
- Nom du premier Secrétaire Général de l'Université Inter-Gouvernementale (UIG) et de sa commission subsidiaire: Prof Enrico Conti.
- L'Université Inter-Gouvernementale (UIG), sera renommée, lors de la dixième adhésion: Université Mondiale.
- Le titre de Président à Vie de l' OIAU est cumulable avec d'autres charges publiques et privées.

Les successeurs seront nommés par le Conseil de l'OIAU.

- Le siège des organismes est provisoirement fixé à Rome, Italie;
- Chaque Conseil peut transférer le siège de son organisme à tous moments.
- L'administration extraordinaire comprend le cas où le Conseil n'est pas formé ou n'est pas opérationnel.

[ ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS ]

INTER-GOVERNMENTAL CONVENTION ON FOOD MICRO-ALGAE, UNIVERSITY RESEARCH AND EMERGENCY PREVENTION

The Parties to this present Convention,

Sure of the necessity of improving food security as well as social and educational development;

Underlining the urgency to fight malnutrition and poverty, to eradicate starvation and suffering from the Earth;

Convinced of the importance of food micro-algae as nutritional supplement in favour of undernourished children, refugees and other needy people;

Desirous to reinforce university research and to share the advancements foreseen by this Convention;

Remembering the necessity of a scientific research, truly ethical and moral, in the respect of all beings, which go along with man on our planet;

Determined to prevent man-made emergencies and natural disasters and to reduce their impact on the society, the economic system and the environment;

Have agreed as follows:

*Article 1*

To attain the above mentioned objectives and to develop the diffusion of Peace, Culture and International Cooperation, the Parties hereby decide to create the following Intergovernmental Institutions, endowed with full juridical personality of international law, with all related capacities and prerogatives, like the capacity to conclude Treaties and to establish diplomatic relations with States and International Organizations, the capacity to possess extra-territorial and inviolable official seats, as well as funds and properties and to emit official documents such as letters credential and diplomatic passports, as well as to possess their own emblems, flags and scientific, expeditionary and intervention corps:

- The Intergovernmental Council for Food Micro-algae (ICOFAM), with the goal to promote the utilization of food micro-algae, in favour of the victims of humanitarian emergencies,
- The Inter-Governmental University (IGU), with the goal to sustain university research, education and co-operation, especially in favour of Developing Countries,
- The International Emergency Management Organization (IEMO), with the goal to work for emergency prevention, preparedness, mitigation and recovery.

*Article 2*

Each Institution is composed of:

- 1) Council
- 2) Directional Secretariat

*Article 3*

Each Council, formed by the Representatives of the Parties (or, as the case may be, by the respective Ministers of Foreign Affairs or by the Chief Executive Officers of the respective Intergovernmental Organizations), meets once a year, summoned by the Directional Secretariat of its Institution, to deliberate on the points on the agenda, to formulate internal rules and procedures and to create, as the case may be, other subsidiary bodies, as the international commission for the defense of nature and animals, subsidiary body of the IGU.

Each Council, which is always deemed to be quorated, regardless of the number of the participants, is chaired by a Chairman, appointed every three years and makes decisions by simple majority (one vote for each Party). Only States have the right to vote. Intergovernmental Organizations, signatories of this Convention, have observer status within each Council.

*Article 4*

Each Directional Secretariat, in charge of the administrative ordinary and extraordinary co-ordination of its Institution, is directed by a Secretary-General (President for life in the case of IEMO -Ambassador for life, with perpetual title, of his or her organization), who is appointed every five years (with the exception of the IEMO President which is appointed for life, through the present Convention and indicated in the annex) by the respective Council and who may be re-appointed and who has the powers to appoint commissions, officials, delegates and staff-members. The Directional Secretariat nominates all delegations, diplomatic missions, missions of intervention and observer missions, endowed with diplomatic prerogatives and immunities. Officials, delegates, as well as funds, official seats, buildings and properties of the above mentioned organizations, are endowed with diplomatic status in adherent Countries.

*Article 5*

The above mentioned Institutions are financed through public and private voluntary donations.

*Article 6*

The present Convention does not entail any financial obligation for the Parties.

The present Convention may be amended, with the exception of Article 4.



*Article 7*

Each Party may withdraw from this Convention, after a period of six months from the date of its adhesion, in written form, addressed to the Depositary.

*Article 8*

This Convention, open to States and Intergovernmental Organizations -upon formal invitation from the Depositary, enters into force on the date of the third adhesion, by deposit of instrument of adhesion with the Depositary and shall be open for subsequent adhesions, by deposit of instrument of adhesion or accession with the Depositary.

*Article 9*

The original of this Convention, in English and French languages, shall be deposited with the Secretary-General of the Intergovernmental Council for Food Micro-algae, in charge of all relevant functions.

In Faith whereof, the abilitated representatives of the respective Parties, have concluded the present Convention

ANNEX

- The term Food Micro-algae, used in this Convention, refers to:
  - a) *Spirulina Arthrospira platensis* and its varieties: Lonar, Maxima, Geitleri and to all other edible varieties of *Spirulina*
  - b) Other food Micro-algae: *Chlorella*, *Scenedesmus* and so on.
- Name of first Secretary-General of ICOFAM and Life-President of IEMO: H.E. Amb. Alessandro Manini
- Name of first Secretary-General of the Inter-Governmental University (IGU) and its subsidiary commission: Prof. Enrico Conti
- The Inter-Governmental University (IGU) will be renamed at the tenth adhesion: The World University
- The title of IEMO Life President is combinable with other public and private charges.

The successors will be elected by the IEMO Council.
- The seat of the Institutions is provisionally located in Rome, Italy.
- Each Council can transfer the seat of its Institution at any time.
- The extraordinary administration includes the case in which the Council is not formed or not active.

